



Turquie 2050

trajectoire économique ; immigration ; Turquie-Iran

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1087-3

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
trajectoire
économique ;
immigration ; Turquie-
Iran », *Repères sur la
Turquie*, n° 31, Ifri,
juillet 2025.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

ÉCONOMIE

La trajectoire économique turque : quand la politique intérieure s'en mêle

La Turquie en 2025 fournit un exemple instructif de la manière dont un programme de stabilisation macroéconomique peut être mis en échec. En septembre 2023, le ministre des Finances nouvellement nommé, Mehmet Şimşek, avait initié, avec la bénédiction du président réélu Recep Tayyip Erdoğan, un indispensable changement de cap ; il s'est concentré sur la réduction des dépenses publiques tout en se coordonnant avec la Banque centrale turque pour reconstituer les réserves de change épuisées et mettre fin à la politique non orthodoxe de faibles taux d'intérêt.

Ce *policy mix* a partiellement porté ses fruits. Alors que certains indicateurs macroéconomiques s'amélioraient progressivement, Şimşek, ancien cadre de Merrill Lynch, appelait à la patience à l'intérieur du pays et tentait de rassurer les investisseurs étrangers. Sa popularité lors des tournées internationales contrastait cependant fortement

avec le mécontentement croissant à l'intérieur du pays. Malgré tous ses efforts, le ministre n'était pas préparé à ce qui s'est produit après le 19 mars 2025 : la politique intérieure a de nouveau pris le dessus et perturbé tous les efforts de stabilisation.

L'arrestation du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, et les manifestations massives qu'elle a déclenchées ont en effet eu un impact immédiat sur le programme de Şimşek. La panique financière a poussé la Banque centrale turque à inverser sa politique monétaire, augmentant son taux directeur à 46 %. La livre turque a chuté à des niveaux historiquement bas face au dollar américain. Les investisseurs de portefeuille étrangers ont fui, vendant la dette turque et abandonnant la Bourse d'Istanbul, tandis que les entreprises internationales réévaluaient leurs projets d'investissement.

La reprise économique partielle qui s'installait en Turquie, même si de nombreux citoyens et entreprises n'en bénéficiaient pas encore concrètement, est désormais en danger. La répression politique contre İmamoğlu, des membres de son équipe et d'autres maires issus de partis d'opposition a ravivé une question cruciale : jusqu'où le président Erdoğan est-il prêt à accepter les exigences de la rationalité économique ? En d'autres termes, comment le ministre des Finances Şimşek peut-il continuer à défendre son programme de stabilisation si sa crédibilité peut être anéantie par les impulsions autocratiques de son supérieur ? Non seulement Şimşek voit les fruits de son travail lui échapper, mais il devient aussi politiquement vulnérable. Le limogeage des ministres des Finances et/ou des gouverneurs de la Banque centrale fait partie des réflexes d'Erdoğan en cas de crise, avec des conséquences négatives durables pour l'économie nationale et la réputation internationale de la Turquie.

Le ministre souhaitait ramener l'inflation en dessous du seuil des deux chiffres à l'horizon 2026 ; cela semble désormais un objectif lointain. Bien que la chute de la livre turque ait été partiellement contenue, le coût des interventions sur le marché des changes a été exorbitant pour les réserves nettes de la Banque centrale. D'autres passifs se profilent, comme les conséquences budgétaires du système KKM, qui prévoyait une garantie de l'État pour les dépôts en livres turques en cas de dépréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar. La répression politique aggrave la problématique

économique car la justice turque s'en prend également aux représentants des associations patronales, telles que TÜSIAD. La peur des représailles est désormais réelle pour ceux qui ne promeuvent pas la vision du gouvernement d'Ankara ; les conférences d'investisseurs internationaux peuvent bien se tenir dans de magnifiques palais ottomans mais les analyses présentées par les représentants turcs sont souvent édulcorées.

Le pilotage à vue actuel n'est pas une politique susceptible de rassurer les citoyens turcs ou d'attirer les investisseurs étrangers ; c'est plutôt la recette pour une incertitude économique prolongée et des risques politiques accrus.

POLITIQUE INTÉRIEURE

L'immigration en Turquie : stratégie et crise (géo)politique

Traditionnellement pays d'émigration, la Turquie est aujourd'hui devenue le premier pays d'accueil de réfugiés au monde avec une population estimée à près de 4 millions, dont 3,5 millions de Syriens qui ne bénéficient que d'un statut de protection temporaire. Le sujet de l'immigration y est devenu un enjeu démographique mais surtout politique, au cœur des tensions domestiques, de l'affrontement partisan et des dynamiques diplomatiques d'Ankara.

Le devoir de fraternité islamique porté par l'AKP à partir de 2011 à l'endroit des Syriens massacrés par le régime de Bachar Al-Assad a commandé le maintien de l'ouverture de la frontière syrienne au début de la guerre civile. Les interventions militaires de l'armée turque se sont ensuite succédé au nord de la Syrie, d'abord pour combattre le séparatisme kurde puis sous justification de sécuriser la relocalisation des réfugiés syriens sous contrôle turc. Des logements ont été construits à cette fin à partir de 2022 avec l'appui financier du Qatar, du côté syrien de la frontière¹.

D'autres migrants poussés par la misère ou les conflits (Pakistanaï, Afghans et aujourd'hui Iraniens) se pressent à l'est du pays. Le sujet devient ainsi de plus en plus brûlant : les partis politiques turcs s'en sont progressivement emparés, accompagnant les réticences d'une opinion publique de plus en plus hostile aux réfugiés dans le contexte d'une économie exsangue. Les violences contre les Syriens ont éclaté en juin et juillet 2024 dans plusieurs villes turques. L'opposition, en particulier le CHP, en a fait son cheval de bataille, en adoptant une ligne plus dure axée sur le retour massif des réfugiés.

Lors de la campagne présidentielle de 2023, le candidat Kılıçdaroğlu déclarait : « Nous renverrons tous les Syriens chez eux en deux ans.² »

Sur le plan régional, l'immigration est devenue la pierre angulaire des relations entre la Turquie et l'Union européenne. Depuis le pacte migratoire de 2016, Ankara retient sur son sol une grande partie des flux vers l'Europe. Mais face à l'essoufflement du soutien européen aux intérêts turcs, le président Erdoğan réclame depuis 2020 un partage du « fardeau migratoire », sous menace d'ouverture de sa frontière. En parallèle, la Turquie a renforcé ses dispositifs de sécurité frontalière : 828 km de mur ont été érigés à la frontière syrienne, 173 km avec l'Iran et un nouveau mur de 8,5 km avec la Grèce est prévu pour 2025³. Depuis le 13 juin 2025, Ankara a placé ses frontières en vigilance maximale face à une possible vague migratoire en provenance d'Iran après le déclenchement de la guerre contre Israël. Des arrivées ont été signalées à Gurbulak, sur fond d'instabilité croissante et de renforcement des groupes kurdes iraniens du PJAK.

En plus de sa situation géographique et politique qui en fait un pays de passage et de destination, la Turquie devient également un pays de départ, notamment des jeunes diplômés turcs fuyant une situation politico-économique dégradée⁴.

DIPLOMATIE

Turquie-Iran : un équilibre fragile

La Turquie et l'Iran partagent depuis 1639 une frontière quasi inchangée, issue du traité de Qasr-e Shirin entre l'Empire ottoman et la Perse safavide. Malgré cette stabilité frontalière, les deux puissances entretiennent une rivalité de fond fondée sur des différences confessionnelles – sunnisme ottoman contre chiisme iranien – et des ambitions d'influence au Moyen-Orient. Après la Révolution islamique de 1979, cette tension s'est renouvelée sous une autre forme : la Turquie, alliée de l'Occident et membre de l'OTAN, s'est souvent opposée à l'Iran sur les dossiers régionaux.

Cette rivalité s'est exprimée de façon aiguë sur plusieurs théâtres : en Syrie, Ankara a soutenu les rebelles sunnites tandis que Téhéran appuyait le régime d'Assad ; au Liban, la Turquie se tient à distance du Hezbollah pro-iranien ; au Yémen, elle soutient une solution diplomatique mais s'inquiète de l'influence croissante des Houthis alignés sur Téhéran. En Irak, les deux pays sont en concurrence pour le contrôle des équilibres politiques internes, entre puissance des milices chiites et vellétés d'autonomie des Kurdes.

Pour autant, la rivalité n'exclut pas le pragmatisme. La Turquie importe une partie importante de son gaz naturel d'Iran (16 % en 2024) ; sa sécurité énergétique dépend donc de la stabilité de ce voisin. Malgré des divergences politiques, les deux pays ont intensifié leurs échanges commerciaux, atteignant 5,68 milliards de dollars en 2024, et Ankara souhaite porter ce volume à 30 milliards à moyen terme en diversifiant les postes-frontières et les coopérations douanières. Le dialogue bilatéral est constant, y compris sur les questions sécuritaires comme la lutte contre les organisations kurdes transfrontalières (PKK/PJAK).

La crise actuelle entre Israël et l'Iran met cette relation sous tension. Depuis les frappes israéliennes sur des cibles iraniennes le

13 juin 2025, la Turquie observe avec inquiétude les développements à sa frontière orientale. Des milliers de réfugiés iraniens affluent *via* les postes de Kapıköy et Gürbulak, réveillant le souvenir de la crise migratoire syrienne. Ankara redoute que cette instabilité favorise des infiltrations de combattants, notamment du PJAK kurde, actif dans les montagnes frontalières. Une escalade militaire avec Israël mettrait par ailleurs en danger les infrastructures énergétiques iraniennes, comme cela a été le cas lors de frappes sur le champ gazier de South Pars mi-juin, avec des conséquences économiques directes pour la Turquie.

La stabilité de l'Iran – et donc l'avenir du régime de la République islamique – est un enjeu stratégique majeur pour Ankara. Officiellement, la Turquie dénonce les frappes israéliennes, appelle au dialogue et Erdoğan a proposé qu'Istanbul accueille de nouveaux pourparlers entre Washington et Téhéran. Cette posture de médiateur régional systématique que se donne Ankara masque une réalité plus complexe quand l'Iran entre dans l'équation : la Turquie abrite en effet à Kürecik le radar antimissile de l'OTAN conçu pour détecter les missiles iraniens, ce qui alimente naturellement la méfiance de Téhéran. Dans un contexte exceptionnellement tendu, Ankara tente donc actuellement de préserver un équilibre très délicat : préserver la stabilité régionale sans rompre avec Téhéran, contenir les flux migratoires sans fermer totalement sa frontière, condamner les violences sans compromettre ses alliances stratégiques.

1. « Syrie : la Turquie construit un complexe résidentiel pour le retour des réfugiés », *La Croix*, 25 mai 2023, disponible sur : www.la-croix.com.

2. Halktv, « Kılıçdaroğlu: Yine söylüyorum Suriyelileri iki yıl içinde geri göndereceğim », Youtube, 2 septembre 2021, disponible sur : www.youtube.com.

3. « La Turquie construit un mur à la frontière grecque », *InfoMigrants*, 7 mars 2025, disponible sur : www.infomigrants.net.

4. N. Bourcier, « En Turquie, les jeunes diplômés de plus en plus tentés d'émigrer : "Moi aussi, je veux partir" », *Le Monde*, 25 avril 2024, disponible sur : www.lemonde.fr.